

FORUM CITOYEN SCIENCE ET DEMOCRATIE

LILLE 17 NOVEMBRE 2010

Science et démocratie

La science et les technologies au bénéfice de qui et de quoi ?

Les conditions de la participation citoyenne

Quelles formes de participation ?

Scientifiques, associations, syndicats, responsables politiques, citoyens proposent des réponses

Biotechnologies, nanotechnologies, technologies de l'information et de la communication, énergies, etc., la science et ses applications technologiques induisent dans les sociétés des mutations économiques, sociales, culturelles, politiques, éthiques fondamentales. Pour le progrès humain ? De nombreux citoyens, des scientifiques, en doutent. En effet, la science et les technologies se développent dans une société néolibérale où la recherche est de plus en plus réduite à l'application en vue de la compétitivité à court terme : la recherche est soumise au marché, à la course aux profits. Il n'y a aucune raison de subir ce diktat.

Ainsi le forum souligne, pour le condamner, le couvercle mis sur des travaux de recherche utiles à la société, mais contraires aux intérêts des entreprises multinationales capitalistes, par exemple le rapport IAASTD (sur le savoir, la recherche et les techniques portant sur l'agriculture), financé par la Banque mondiale et l'ONU.

Des résistances citoyennes se lèvent sous de multiples formes et revendiquent d'autres voies. La recherche scientifique vise deux buts : comprendre et s'appliquer. Dans le respect de l'indépendance des travaux de recherche, il faut tout à la fois développer la recherche fondamentale, la recherche non finalisée et la recherche orientée vers la satisfaction des besoins de la société. Ce qui exige d'étendre la démocratie, d'une part à la détermination des politiques de recherche, d'autre part aux choix technologiques.

Au niveau européen, les pays membres de l'Union européenne ont fait le choix d'un renforcement incessant du libre échange international et plus généralement le choix d'une mise en compétition exacerbée entre tous les territoires, y compris entre les régions, avec des conséquences lourdes sur de nombreux secteurs d'activité dont la recherche.

Cette politique européenne s'articule de plus en plus avec la politique de la recherche en France pour une réorientation globale des politiques de la recherche conduisant à une marchandisation de la recherche française.

La recherche scientifique et l'innovation technologique développées dans la région sont aujourd'hui présentées comme étant tout d'abord les conditions incontournables du développement économique du Nord- Pas de Calais. Pour l'emploi et le mieux vivre de sa population ? C'est bien là un enjeu essentiel, pour les responsables politiques, pour les universitaires, pour les salariés, et pour chaque citoyen. Il y a là une demande sociale qui

s'adresse aux universités de la région. Comment, dans ce contexte, articuler la réponse à cette demande et la participation de la région à l'ensemble des champs de la recherche ?

Comment rétablir ce que la science perd le plus depuis plusieurs décennies : la recherche du sens, la mise en œuvre d'une pensée vivante sur le monde, qui porte en elle sa propre capacité de contestation ?

Quelle politique de recherche en France, en Europe et dans le monde pour libérer la recherche du marché et de la contrainte économique afin qu'elle réponde à l'ensemble de ses finalités ?

Comment assurer aussi, au niveau mondial la recherche et le transfert des connaissances, technologies et savoir-faire par et vers l'ensemble des pays, et notamment les « moins avancés » ?

Pour répondre à ces questions la politique de la recherche, les choix technologiques ont besoin que s'ouvrent de larges débats démocratiques.

Les réponses apportées par le forum

La recherche

Le cloisonnement de la recherche aujourd'hui ne donne pas au chercheur une aptitude particulière à comprendre le monde dans sa globalité et sa complexité. Ce problème de spécialisation et de cloisonnement ne frappe pas que les chercheurs, mais l'ensemble de la société, d'où une forme de myopie qui tend à se généraliser.

Il importe que le scientifique sorte de son domaine et rencontre des scientifiques d'autres spécialités, qu'il s'intéresse aux questions de société et participe aux débats démocratiques. Il importe que la rencontre entre les différents acteurs soit inscrite dans les professions. Dans cette direction, l'expertise au service du débat démocratique se doit d'être nourrie de la diversité des disciplines et des approches. Elle ne peut se réduire à la rationalité scientifique, mais doit se nourrir aussi de travaux de synthèse et de la parole des citoyens. Elle ne peut s'obliger au consensus, mais au contraire rendre visible les contradictions, les différences de perspectives et les dissensus qui existent. Les scientifiques produisent des expertises sur des problèmes délimités, qu'ils éclairent mais n'épuisent pas. La société est riche d'oppositions (de classe, d'intérêts...) entre lesquels justement, le débat démocratique doit choisir.

Science et démocratie

Il est nécessaire de recomposer les rapports entre les acteurs de la recherche et la société. Scientifiques, syndicats, associations et organisations de citoyens ont à débattre et co-construire des orientations portant sur la recherche et les choix technologiques.

Ne serait-ce que pour sortir d'un système de pression hégémonique de la concurrence entre les territoires et de la course au profit financier, et mettre fin à l'extinction progressive de la démocratie, au bénéfice du pouvoir des lobbies et des médias.

Tout d'abord le forum souligne ce paradoxe saisissant : à savoir dans notre pays qui se veut une démocratie, l'absence de débat démocratique – y compris au sein du parlement, sur les politiques de développement de technologies, alors que celles-ci transforment nos sociétés !!

Le sujet des changements climatiques a donné lieu à un important échange de vue dans le forum.

Alors que ceux-ci obligent à des modifications importantes dans la vie de nos sociétés (habitat, transports, sources d'énergies et gestion, etc.), et entraînent des dégradations de l'environnement, voire des catastrophes climatiques, le modèle productiviste pour une part essentielle responsable de cette situation n'est pas remis en question. L'intervention citoyenne est contenue, occultée dans les médias, et le néolibéralisme limite les alternatives possibles, y compris en développant de nouvelles sources de profit (le capitalisme « vert », les droits à polluer, spéculations sur les énergies et les ressources), voire, selon certains, engendre des peurs pour mieux imposer ses choix régressifs, alors que pour d'autres il tente au contraire de cacher la gravité de la situation afin de se prémunir contre toute volonté populaire de changement de système. Se pose la question déterminante d'un modèle de développement durable, soutenable.

La difficulté de la science à analyser et à prédire les changements climatiques est réelle. Les scénarii sur l'évolution du climat sont des extrapolations faites à partir de modèles n'intégrant pas la complexité des phénomènes et basées sur des mesures contestables.

Apporter une réponse au déploiement des activités humaines sans dégrader l'état de la planète, cela exige un autre mode de développement, il faut d'abord en débattre et pour cela réunir les conditions indispensables au débat citoyen.

Les conditions de la participation citoyenne

Mais d'abord le forum dégage les conditions indispensables à la participation citoyenne.

Faire entrer la culture dans la science et la science dans la culture est une priorité. Transformer l'instruction scientifique de manière à développer l'esprit du questionnement, du doute et de la critique en est une autre. Réhabiliter la richesse des pratiques techniques est également indispensable. Ces trois termes impliquent de lancer une réflexion approfondie sur l'enseignement et l'information.

Il est nécessaire enfin de donner des moyens aux représentants de la société civile dans les organismes (temps libéré, déplacement, formation, place des jeunes) et tenir compte du risque de la dérive de « professionnalisation ».

Quelles formes de participation ?

A propos du besoin d'un débat démocratique sur la politique de recherche et sur les choix technologiques, deux démarches (non exclusives) se distinguent : pour les uns l'accent est mis sur les associations et les syndicats comme représentants de l'ensemble de la société, pour les autres sur l'implication de l'ensemble des citoyens eux-mêmes.

Dans le système actuel, la démocratie participative a ses limites. Elle doit au moins donner lieu à une réelle prise en compte de la part des pouvoirs politiques, sinon, elle risque de s'essouffler.

Plus particulièrement, afin d'enrichir les choix portant sur les développements technologique, certains estiment qu'il faut développer l'expérience des conventions citoyennes. Les avis divergent sur la nécessité de leur institutionnalisation.

Il est primordial que la rencontre entre les différents acteurs se fasse localement, et non pas seulement « en haut ».

Le Conseil régional s'interroge sur les liens entre sciences et citoyenneté, il se propose de développer les liens entre recherche scientifique et citoyens au travers de différentes actions : assises, lignes budgétaires dédiées, etc.

Pour certains la domination du système rend illusoire tout développement de la démocratie locale, pour d'autre celle-ci est le seul espace démocratique, et enfin une troisième catégorie de participants considère que les avancées et implications démocratiques locales sont un levier nécessaire pour élargir vers une transformation globale.

Le Collectif pour l'organisation du forum

Bertrand BOCQUET (professeur de physique appliquée Lille, AMD), Gérard CABY (Formateur AFPA, Amis de la Terre), Jean CORTOIS (professeur émérite de physique théorique, Lille 1), Roland DELACROIX (sociologue, CNRS), Marc DELEPOUVE (Professeur agrégé de Mathématiques, Lille 1, SNESup-FSU), Lise DEMAILLY (professeur émérite de sociologie, Lille1), Jean-Pierre DERQUENNE (Psychologue, AMD), Jean GADREY (professeur émérite d'économie Lille1, ATTAC) Janine GUESPIN (professeur émérite de Microbiologie, Rouen), Mireille HAVEZ (chimiste, EDA), Alfred LECLERCQ (Professeur de physique en Classes préparatoires, NEC), Axel LÖFBERG (chargé de recherche, CNRS, SNCS-FSU) Bernard MAITTE (Professeur d'Epistémologie et d'Histoire des sciences, Lille1), Michel MARY (professeur agrégé de chimie), François PIROT (Espace Marx Nord-Pas de Calais), Marc STEINLING (Professeur de biophysique, CHRU) Richard SOBEL (maître de conférence, économie, Lille1), François THIEULEUX (Physicien CNRS, SNTRS-CGT), Jean-Pierre VILAIN (professeur honoraire de biologie, Lille 1).

Les Amis du Monde Diplomatique (AMD), ATTAC, Environnement développement alternatif (EDA), l'Espace Marx Nord- Pas de Calais, Nord Ecologie Conseil (NEC), Les Amis de la Terre, le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE)

Le Syndicat national de l'Enseignement Supérieur (FSU), le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (FSU), le Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique (CGT)

LES ACTES DU FORUM

LES ACTES DU FORUM, compte-rendu intégral des différentes introductions au débat et des interventions de la salle, sont publiés.

Prix : 5€

Commande à adresser à Espace Marx Nord-Pas de Calais, 6bis, rue R.Salengro, 59260

Hellemmes

Chèque à l'ordre de Espace Marx Nord-Pas de Calais